

Contrats d'électricité à tarification dynamique

Date de la contribution : 15/09/2020

Introduction

Ce document a été élaboré par les équipes de DATASTORM et des chercheurs du CREST (Centre de Recherche en Economie et Statistiques).

Sans être un acteur du marché, DATASTORM, filiale d'expertise du Groupe des Ecoles Nationales en Economie et Statistiques (GENES), a souhaité alimenter le débat de ses propres réflexions sur le sujet de la tarification dynamique avec un regard externe sur le sujet. DATASTORM compte parmi ses clients de très nombreux acteurs du marché de l'électricité en France, qu'il s'agisse d'opérateurs de réseaux, de producteurs ou de fournisseurs. De plus, de nombreux chercheurs en économie industrielle, en finance et en macro-économie travaillent sur les sujets liés aux marchés de l'énergie.

Plus d'informations sur :

- DATASTORM : <https://www.datastorm.fr/>
- Le CREST : <http://crest.science/>
- Le GENES : <http://www.groupe-genes.fr/>

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'objectif du développement des offres à tarification dynamique ?

Oui, mais cet objectif nous semble motivé par les 3 objectifs suivants à la lecture de la directive :

- Baisser les prix pour le consommateur final (paragraphe 37 de l'introduction : "All consumers should be able to benefit from directly participating in the market, in particular by adjusting their consumption according to market signals and, in return, benefiting from lower electricity prices or other incentive payments")
- Faire en sorte que les prix du marché permettent de financer les investissements nécessaires (paragraphe 20 de l'introduction : "Market prices should give the right incentives for the development of the network and for investing in new electricity generation")
- Baisser la volatilité du prix (Article 7.4: "For at least a ten-year period after dynamic electricity price contracts become available, Member States or their regulatory authorities shall monitor, and shall publish an annual report on the main developments of such contracts, including market offers and the impact on consumers' bills, and specifically the level of price volatility")

Par ailleurs, l'objectif de la tarification dynamique semble être également motivée par la volonté de rendre les offres plus lisibles pour les consommateurs, dans un contexte d'ouverture à la concurrence qui est relativement lent et qui génère, notamment sur le sujet des prix, des pratiques commerciales parfois trompeuses.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE quant à l'intérêt des offres à tarification dynamique pour les consommateurs et quant aux risques associés ?

Oui, mais comme nous le détaillons au 52.2 du document joint, les consommateurs résidentiels semblent les plus concernés au sens où les entreprises du middle market, hormis le secteur tertiaire qui pourrait adapter ses consignes de chauffe et de climatisation, sont soumises à des contraintes de procédé qui limitent leur flexibilité.

Question 3 : Comment informer le consommateur des risques associés à une offre à tarification dynamique ? Cette communication doit-elle prendre un format différent selon les catégories de consommateurs visées ?

Nous n'avons pas de réponse argumentée à formuler pour cette question.

Question 4 : Quelles pourraient être les modalités de recueil du consentement permettant de répondre aux exigences de la directive ?

Nous n'avons pas de réponse argumentée à formuler pour cette question.

Question 5 : Avez-vous connaissance de systèmes équivalents de tarification dynamique dans d'autres secteurs dont il serait possible de s'inspirer ? (par exemple, l'encadrement de la vente de produits financiers) ?

L'exemple de la commercialisation des prêts à taux variables ou indexés par rapport à des prêts à taux fixes est un parallèle à étudier en tant que tel. Les abus constatés dans ce domaine seraient riches d'enseignement au sens où malgré une réglementation sur l'information des consommateurs assez contraignante, des prêts ont été commercialisés avec des clauses jugées depuis abusives par les tribunaux. L'analyse des jugements rendus entre 2017 et 2019 sur les prêts indexés sur le LIBOR CHF pourrait s'avérer pertinente à cet effet.

Question 6 : Pensez-vous qu'une offre qui varie selon quelques postes horosaisonniers peut être considérée comme une offre à tarification dynamique ?

Non, car elle ne permet pas réellement de valoriser la flexibilité mais se contente de fournir une grille tarifaire adaptée à un profil de consommation particulier.

Question 7 : Pensez-vous que les offres intégrant des pointes mobiles peuvent-elles être considérées comme des offres à tarification dynamique ?

Ici, en revanche, une tarification à l'aide de pointes mobiles permet aux consommateurs de valoriser leur flexibilité. Cependant, de telles offres devraient être strictement réglementées pour que l'optimisation de couverture que ferait chaque fournisseur en fonction de son portefeuille n'aille pas à l'inverse des besoins d'appels de flexibilité du système électrique. En effet, un fournisseur se trouvant court sur une période pourrait demander à activer sur son portefeuille une pointe mobile sans que celle-ci ne soit bénéfique pour le système électrique. Les systèmes d'effacement diffus, tels que mis en place en France en 2015, offrent ce type de valorisation des flexibilités des consommateurs en coordination avec les besoins du système électrique.

Question 8 : Quelles caractéristiques devrait avoir une offre répondant à la définition de l'article 11 de la directive 2019/944 ?

L'article 11 détaillant notamment les besoins d'information des consommateurs, nous n'avons pas de réponse argumentée à apporter à cette question.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les offres utilisant une référence de prix de marché moyennée sur une période longue, par exemple mensuelle ?

Oui, ce type d'offre ne permet pas de valoriser des flexibilités, mais uniquement d'indexer le coût de la facture énergétique sur un produit financier corrélé afin de limiter l'exposition financière du consommateur qui dispose de moyens de couverture. Ce type d'offre n'incite pas à effectuer des reports et donc à favoriser la baisse de la volatilité des prix de court terme, indispensable pour le financement des moyens de production renouvelables intermittents.

Question 10 : Les offres à tarification dynamique doivent-elles reposer intégralement sur des prix de marché de court terme ?

Nous avons détaillé dans le 53 du document joint que l'impact du prix de court terme sur la facture finale du consommateur était fortement restreint du fait de la composition de sa facture (fourniture + taxes + acheminement). Si l'indexation n'est que partielle, cet impact en sera encore réduit et l'effet incitatif pourrait devenir très faible. De plus, une indexation multiple accentuerait la non-lisibilité du prix pour le consommateur et de fait limiterait la dynamique du marché.

Question 11 : Quelles difficultés les fournisseurs pourraient-ils rencontrer dans la construction d'offres de marché

reflétant les variations des prix de marché de court terme ? Identifiez-vous des contraintes opérationnelles ?

Nous laissons les fournisseurs répondre à cette question dans toutes ses dimensions. En revanche, il nous semble que l'aspect technologique constitue un point clef de cette réponse. Pour activer sa flexibilité, le consommateur devra être informé en amont des opportunités de valorisation qui lui sont offertes et d'une simulation personnalisée des économies qu'il est susceptible de réaliser. Ainsi, des outils riches devront être mis à sa disposition pour pouvoir planifier ses effacements et reports en toute connaissance de cause, ceci notamment pour éviter un effet déceptif fort des consommateurs. Un outillage complémentaire permettant des effacements automatiques en période de très fort niveau de prix serait également nécessaire (à l'image des boitiers que certains agrégateurs ont pu déployer dans le cadre du mécanisme d'effacement diffus).

Question 12 : Quel serait le temps nécessaire au développement et à la proposition de telles offres par les fournisseurs ?

Nous laissons les fournisseurs répondre à cette question.

Liste des pièces jointes à la contribution :

2020-A280-N1-ConsultationCRE_20200915.pdf